

Haute trahison ou crétinerie ? Le sabotage de la présence française en Iran



En avril 2012, Peugeot s'est retiré du marché iranien sous la pression de son nouvel actionnaire General Motors et de *United against nuclear Iran*, un organisme piloté par les services secrets américains, britanniques, allemands et israéliens[1]. Le constructeur au lion a ainsi perdu un marché à l'export rentable et en croissance qui aurait pu l'aider à surmonter la conjoncture européenne déprimée.

Le 26 juillet 2013, Carlos Tavares, directeur général délégué de Renault, annonçait que « *le Président Obama a donné l'ordre de cesser l'activité en Iran* »[2]. En cause, le renforcement des sanctions de Washington à l'égard de l'Iran et la menace de rétorsion contre Nissan sur le marché américain en cas de poursuite des affaires iraniennes de Renault.

1) Le retrait de Peugeot et de Renault d'Iran, sur ordre des États-Unis et sans contestation du gouvernement français, est une nouvelle manifestation de la soumission de la France aux diktats américains.

1.1.- L'abandon de l'industrie française

Le gouvernement français n'a pas contesté le renforcement des sanctions contre l'Iran décidées unilatéralement par Washington, en dehors de tout cadre légal international. Que le directeur général délégué de Renault note, non sans ironie et sans amertume, qu'il reçoit ses ordres du Président américain en dit long sur le renoncement des autorités françaises à défendre les intérêts et les emplois de l'industrie tricolore.

- qu'il clôt une présence vieille de 34 ans, établie en 1978 lorsque Peugeot avait racheté les actifs de Chrysler Europe[3], et qui avait survécu à l'avènement du régime islamique en 1979. Cette implantation historique avait permis aux marques de PSA de conquérir 30% du marché iranien[4]. Les firmes automobiles américaines sont, pour leur part, absentes d'Iran ;
- qu'il accentue l'effondrement du commerce extérieur français déjà très déficitaire[5]. Peugeot a exporté des pièces détachées pour 450.000 véhicules en Iran en 2011[6] et Renault pour 100.000 en 2012[7] ;
- qu'il contribue à la destruction de l'emploi automobile en France, déjà très affecté par la baisse des ventes en Europe[8].

Cette nouvelle marque de servilité à l'égard de Washington est intervenue quelques semaines seulement après que la France eut refusé l'asile à Edward Snowden, fermé son espace aérien sans raison au Président bolivien Evo Morales, et renoncé à toute action contre les entreprises suspectées de surveiller la population française pour le compte des services de renseignement américains.

En parallèle de cette servilité, les signes de plus en plus préoccupants du basculement des États-Unis dans un régime dictatorial se multiplient. Ils justifieraient qu'une puissance comme la France dise « leur fait » aux Américains au lieu de se confondre avec eux.

1.2 - Une agressivité croissante de la France à l'égard de l'Iran sur commande de Washington

Les responsables politiques de droite et de gauche n'ont cessé, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, de préparer les esprits à l'idée d'une guerre avec l'Iran, suivant la voie tracée par le gouvernement américain. L'objectif a été de convaincre l'opinion publique qu'il existe une « crise iranienne » aiguë, et que tous les moyens pacifiques de la résoudre seraient épuisés.

- Nicolas Sarkozy s'était ainsi employé à imiter la rhétorique belliciste bushienne à l'égard de l'Iran, peu après son élection, lors de la conférence annuelle des ambassadeurs de France le 27 août 2007 en déclarant :

« Tout doit être mis en œuvre pour convaincre Téhéran de privilégier la coopération sur l'isolement et sur la confrontation. Personne n'a de meilleure stratégie à proposer et, si nous devons échouer, chacun connaît l'alternative catastrophique devant laquelle le monde serait placé : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran ».

- Hubert Védrine donnait crédit aux propos de Nicolas Sarkozy dans un article du 28 septembre 2007 sur Télés[9] : « ce qui est établi c'est la volonté de l'Iran de mener son programme nucléaire au-delà de ce que lui autorise le Traité de non-prolifération [...] Dans ce contexte, la phrase du président Sarkozy, le 27 août 2007 devant les ambassadeurs, est difficilement contestable : « échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran » ».
- Martial, Bernard Kouchner avait indiqué lors d'une interview télévisée le 16 septembre 2007 au sujet de l'Iran : « il faut se préparer au pire », « le pire, c'est la guerre » et « on se prépare en essayant d'abord de mettre des plans au point qui sont l'apanage des états-majors »[10].
- Nullement en reste, Michèle Alliot-Marie, sa remplaçante au Quai d'Orsay, affirmait le 12 décembre 2010 que « la France n'accepte pas que l'Iran déstabilise » le Moyen-Orient et le monde[11], et n'hésitait pas à menacer l'Iran d'une escalade de tensions : « si les responsables iraniens ne lèvent pas le doute sur leurs intentions, toutes les sanctions d'ordre économique devront être envisagées ».
- Alain Juppé, pour sa part, précisait le 7 mars 2012 à l'AFP[12] :

- « *je suis un peu sceptique parce que quand vous regardez la farce qu'ont constituée les élections en Iran, le succès de ce qu'on appelle les conservateurs, on finit par considérer (que le président Mahmoud) Ahmadinejad est un modéré ou un libéral* » ;
- « *je crois que l'Iran continue à tenir un double langage, c'est la raison pour laquelle il faut que nous restions extrêmement fermes sur les sanctions que nous avons prises, qui sont de mon point de vue la meilleure manière d'éviter une option militaire qui pourrait avoir des conséquences incalculables* ».

Dans une tribune en date du 18 juin 2011[13], il appelait, à nouveau, à durcir le ton envers l'Iran, au nom de la démocratie et des droits de l'Homme cette fois-ci, ne consacrant qu'une petite ligne à la question du nucléaire iranien. Il écrivait notamment :

- « *N'oublions pas l'Iran, où les autorités iraniennes refusent à leur population le droit de manifester pacifiquement* » ;
- « *Depuis deux ans, la situation des droits de l'homme ne cesse de s'y dégrader, comme en témoigne la multiplication des informations qui nous parviennent sur les arrestations à grande échelle, les mauvais traitements et les tortures subis par les détenus, le caractère arbitraire des peines prononcées et la multiplication des exécutions capitales qui s'élèvent déjà à plus de trois cents depuis le début de l'année.* » ;
- « *Le déni des aspirations de la population iranienne, et la poursuite d'un programme nucléaire, sans objectif civil crédible et en violation de la légalité internationale, conduisent à voir l'Iran mise au ban de la communauté des nations.* »
- Jean-Luc Mélenchon[14] légitimait, quant à lui, une frappe préventive contre l'Iran sur France Inter le 12 février 2012 : « *c'est la première fois qu'on voit un pays dire : « si on a une bombe, on ira taper sur Israël* ». *Personne ne peut accepter une chose pareille, que sur le plan international, quelqu'un décide qu'il va détruire, et à coup de bombes atomiques, son voisin [...] Moi j'ai pas peur de le dire : un régime théocratique est toujours un danger pour le reste de l'humanité* »[15].

Sur France Inter le 12 février 2012, Jean-Luc Mélenchon légitime toutes les interventions militaires de Washington : contre la Lybie, contre la Syrie et contre l'Iran...

- Laurent Fabius lançait dans un entretien au *Monde* le 9 mai 2013 que le nucléaire iranien constituait « *la plus grande menace actuelle contre la paix* »[16].
- François Hollande affirmait le 2 juin 2013 qu'« *empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire* » relevait d'une « *nécessité urgente, impérieuse* » et que « *c'est l'Europe qui se trouverait éventuellement visée par la détention de cette arme* »[17], suggérant que l'Iran pourrait projeter de... bombarder la France avec une arme nucléaire !

2) La France n'a pas de raison objective d'adopter une position agressive vis-à-vis de l'Iran.

2.1 - Des arguments empreints d'« un deux poids deux mesures » Qu'a donc fait l'Iran pour mériter la vindicte unanime des dirigeants français ? Deux arguments sont utilisés par ces derniers :

- **Le premier argument consiste à fustiger le régime politique iranien,**

Le régime iranien n'est sans doute pas attrayant, mais il n'est pas le seul, sur la surface du globe, à restreindre les

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
libertés individuelles et l'expression démocratique, à exercer une surveillance sur sa population, à brider la liberté religieuse ou à employer des méthodes de police musclées. En effet :

- Le royaume d'Arabie saoudite est une monarchie absolue où règne l'arbitraire. Les principes de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 y sont constamment bafoués, notamment la liberté d'expression, l'égalité entre les sexes et la liberté religieuse. Toute manifestation ou culte d'une autre religion que l'Islam est interdit sous peine d'apostasie, passible de la peine de mort, ce qui est loin d'être le cas en Iran où, par exemple, vit une communauté juive depuis vingt-six siècles. Le Deuxième livre des Rois situe, en effet, en 622 avant J.C. l'exil de la minorité juive de Babylone vers l'empire mède par le roi Assurbanipal.
- Le royaume de Bahreïn, qui est une dictature familiale de même nature que l'Arabie saoudite, a écrasé dans le sang un mouvement de contestation de grande ampleur en 2011 et 2012. En février 2012, **le roi Hamad ben Issa Al Khalifa a répondu aux manifestants par la proclamation de la loi martiale et une répression féroce. On estime que plus de 80 manifestants sont morts**, soit au cours de heurts avec la police, soit sous la torture après leur arrestation, **et que le nombre d'arrestations a atteint les 3.000, nombres considérables pour un petit pays de 1,2 million d'habitants.**[18] **Cette répression n'a pas suscité la moindre réaction de la prétendue « communauté internationale » - comprendre : les États-Unis et leurs vassaux européens.**

Il est frappant de constater le « deux poids deux mesures » avec lequel sont traitées, dans les médias et par la classe dirigeante française, les situations politiques en Iran et dans les deux pays cités ci-dessus. Il est vrai que ces derniers, à la différence de l'Iran, sont totalement soumis aux intérêts américains, le royaume du Bahreïn étant d'ailleurs le siège de la Ve Flotte américaine dans le Golfe persique.

De plus, les pays occidentaux devraient considérer leurs propres insuffisances avant de s'intéresser à celles d'autrui. En effet :

- L'Union européenne dirigée par une oligarchie qui méprise les peuples et des institutions non élues et illégitimes rejetées par plusieurs référendums, bafoue les principes élémentaires de la démocratie ;
- L'état de droit connaît des régressions majeures aux États-Unis, comme en attestent les mesures d'exception prises dans le cadre du *Patriot Act*, les détentions extrajudiciaires à Guantanamo et dans les prisons secrètes de la CIA, la torture en Irak et en Afghanistan, les exécutions sommaires au travers des drones décidées par Barack Obama ou bien encore le programme de surveillance planétaire PRISM.

En outre, plusieurs observateurs étrangers sérieux estimaient que, malgré les violences meurtrières et les manipulations électorales avérées, Mahmoud Ahmadinejad avait probablement gagné l'élection présidentielle du 12 juin 2009 :

- Les deux observateurs du *Washington Post* situés en Iran, Ken Ballen et Patrick Doherty, estimaient dès le 15 juin 2009 que « *le résultat des élections en Iran est peut-être le reflet de la volonté du peuple iranien* » parce que le sondage qu'ils avaient réalisé eux-mêmes trois semaines avant les élections montrait que Mahmoud Ahmadinejad « *menait par une marge de deux contre un, plus que celle sortie des urnes* »[19]. Ils soulignaient en particulier le poids du vote favorable à Mahmoud Ahmadinejad à l'extérieur des grandes villes ;
- L'ancien agent de la CIA affecté au Moyen-Orient, Robert Baer, chroniqueur au *Time*, écrivait dans un article paru le 16 juin 2009[20] : « *Depuis de trop nombreuses années, les médias occidentaux regardent l'Iran par le prisme étroit de la classe moyenne iranienne libérale, une intelligentsia acquise à internet et à la musique américaine, qui parle plus volontiers à la presse occidentale, suffisamment riche pour se payer des tickets pour Paris ou Los Angeles* » ; « *Nous devons considérer sérieusement la possibilité qu'il y ait eu un engouement pour une ligne autoritaire, un mandat électoral pour Ahmadinejad et ses politiques.* »

Les médias français ont occulté la popularité bien réelle de Mahmoud Ahmadinejad dans son pays à l'occasion de cette élection, comme ils ont occulté celle de Vladimir Poutine lors de l'élection présidentielle russe de mars 2012, préférant se concentrer sur les violences. Il est vrai que la France ne sait plus ce qu'est un dirigeant populaire, alors qu'elle connaît de mieux en mieux les violences civiles.

- **Le deuxième argument consiste à affirmer que l'Iran souhaite non seulement se doter de l'arme atomique mais compte en plus s'en servir.**

Or l'Iran a indiqué à plusieurs reprises depuis 2007 que son programme nucléaire était à visée exclusivement civile. Mais encore :

- l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), qui conduit les inspections sur les sites nucléaires iraniens, n'a pas trouvé de preuves formelles que l'Iran construirait une bombe atomique, l'enrichissement de matière radioactive, poursuivi par l'Iran, ne constituant pas une preuve suffisante ;
- la communauté des renseignements américaine[21], qui rassemble 17 agences de renseignement aux États-Unis et qui est probablement mieux informée encore que l'AIEA, a affirmé à plusieurs reprises, depuis le rapport *National Intelligence Estimate* de novembre 2007[22] que l'Iran a stoppé un programme nucléaire à visée militaire en 2003 et ne l'a pas réactivé depuis. Un article du 24 février 2012 du *New York Times*, rappelait que plusieurs responsables américains avaient publiquement repris ces constats, David Petraeus, alors directeur général de la CIA et Leon Panetta, Secrétaire d'État à la Défense[23], lui même ancien directeur général de la CIA de 2009 à 2011. Ce dernier avait estimé lors d'une interview sur CBS[24] le 8 janvier 2012[25] que l'Iran « *n'est pas en train de fabriquer la bombe atomique* ». James Clapper, directeur du renseignement américain, a présenté au Sénat le 12 mars 2013 un rapport sur l'état des menaces mondiales dans lequel il est écrit[26] : « *Nous estimons que l'Iran est en train de développer une capacité nucléaire pour renforcer sa sécurité, son prestige et son influence régionale, et se donner la possibilité de développer des armes nucléaires dans le cas où une décision en ce sens serait prise. Nous ne savons pas si l'Iran décidera finalement de construire des armes nucléaires.* » « *Nous estimons que l'Iran ne pourrait pas [...] produire une bombe nucléaire avant que cette activité ne soit découverte.* »
- François Nicoulaud, ambassadeur de France à Téhéran de 2001 à 2005, indiquait :
 - à l'AFP et dans une tribune publiée par l'*International Herald Tribune* le 27 juillet 2013[27] qu'Hassan Rohani, élu Président de la République islamique d'Iran le 14 juin 2013, démocratiquement selon toute vraisemblance et sans violence, est la personne qui a arrêté le programme clandestin de fabrication d'une arme nucléaire fin 2003, porté par les pasdarans, puissants « gardiens de la Révolution » ;
 - dans un billet du 19 juin 2013 sur son blogue[28] que Hassan Rohani a convaincu en 2003 le guide suprême Ali Khamenei d'interrompre le programme nucléaire militaire « *parce que l'ennemi principal de l'Iran, Saddam Hussein, était éliminé et que l'on savait enfin qu'il n'y avait pas de programme irakien d'armes de destruction massive* » ;
 - dans un article du 10 mai 2013[29] relayé par *Le Figaro* que « *l'administration américaine n'osera plus monter de toutes pièces un dossier comme celui qui a conduit à l'invasion de l'Irak en 2003. Pour bien marquer la différence avec cette époque, la communauté américaine du renseignement rappelle chaque année depuis 2007, au grand chagrin des néo-conservateurs désireux d'en découdre avec l'Iran, que la république islamique a interrompu fin 2003 son programme nucléaire clandestin et n'a pas, depuis, pris la décision de se doter de l'arme atomique* ».

Rien ne permet donc d'affirmer que l'Iran viole le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qu'il a signé en 1968, ratifié en 1970[30], et auquel un protocole additionnel contraignant a été ajouté en 2003 concernant l'Iran, avec l'accord de celui-ci[31].

En d'autres termes, aucune base légale du point de vue du droit international ne pourrait légitimer une intervention militaire en Iran. Du reste, dans l'hypothèse du viol du TNP par l'Iran, encore faudrait-il prouver le bien-fondé d'une action militaire internationale et faire voter cette dernière au Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour leur part, Israël, qui ignore le TNP, et la Corée du nord, qui s'en est retirée, possèdent très vraisemblablement des armes nucléaires sans faire nullement l'objet des menaces américaines qui visent l'Iran[32]. Il s'agit d'un nouveau « deux poids, deux mesures » qui, inévitablement, jette le doute sur les intentions réelles des avocats d'une intervention militaire en Iran.

2.2 - Une vision tronquée de la réalité

Toutes les informations qui précèdent sont importantes à plusieurs égards. Elles montrent que :

- le pays considéré comme principal ennemi par l'Iran est l'Irak, avant Israël. La guerre Iran Irak, connue sous le nom de « Guerre imposée » en Iran, entre 1980 et 1988 a été, en effet, d'une extrême violence[33] avec : la mort de trois cents mille à un million d'Iraniens; l'emploi de gaz de combat par les forces irakiennes contre la population et l'armée iraniennes – ce qui n'a pas ému le moins du monde les Américains à l'époque - ; le bombardement du site nucléaire iranien de Bushehr par l'aviation irakienne[34]. Ce qui peut expliquer l'enfouissement systématique des sites nucléaires iraniens aujourd'hui.
- ce n'est pas une politique de sanctions décidées par l'« Occident » qui a mis fin au programme nucléaire à visée militaire, connu, de l'Iran mais la suppression d'une menace extérieure. Cela montre également que les dirigeants iraniens agissent de façon rationnelle ;
- le nouveau Président iranien devrait, compte tenu de son parcours, afficher une plus grande transparence que son prédécesseur sur le programme nucléaire. C'est d'ailleurs ce que l'on observe depuis le mois de septembre 2013. Ainsi que l'indique l'AIEA dans son dernier rapport en date du 22 mai 2013[35], des zones d'ombres demeurent sur les applications supposément civiles de ce programme ainsi que sur certaines traces de visées potentiellement militaires. En particulier :
 - les autorités iraniennes refusent l'accès aux inspecteurs du site de Parchin où se trouverait, « *selon des informations que l'Agence a reçues d'États membres* », « *une grande cuve de confinement d'explosifs pour y mener des expériences hydrodynamiques* ». Le rapport précise que : « *la cuve de confinement a été installée sur le site de Parchin en 2000. L'emplacement de la cuve sur le site de Parchin n'a été déterminé qu'en mars 2011, et l'Agence en a informé l'Iran en janvier 2012 [...] les images satellitaires dont dispose l'Agence pour la période allant de février 2005 à janvier 2012 ne révèlent quasiment aucune activité dans le bâtiment abritant la cuve de confinement* ».
 - des indices existent que l'Iran a pu conduire un programme nucléaire à visée militaire dont il n'est pas possible de dire avec certitude qu'il est terminé. La cuve mentionnée plus haut ainsi que ces indices ont pu servir dans le cadre du programme militaire clandestin stoppé en 2003 par Hassan Rohani.

Cela étant, la prudence iranienne peut provenir des risques de « fuites » au sein de l'AIEA, qui est l'objet de l'attention de tous les services de renseignement. Il est compréhensible qu'un pays divulgue difficilement à une entité étrangère ses secrets stratégiques. Que feraient la France ou les États-Unis s'ils étaient sommés de dévoiler leurs secrets nucléaires à l'AIEA ?

- les États-Unis, leurs affiliés et leurs médias tiennent un discours alarmiste et agressif vis-à-vis de l'Iran à leurs opinions publiques, tout en sachant que rien ne permet d'affirmer que l'Iran est en train de fabriquer une bombe atomique.

Depuis plusieurs années, les médias français ont pris le pli de la rhétorique guerrière contre l'Iran, présentant la situation comme critique, se faisant régulièrement l'écho de l'imminence d'une action israélienne et de la mise au point d'une bombe atomique par l'Iran ou suggérant que le régime iranien est discrédité auprès de sa population, donc qu'une intervention militaire aurait une vertu libératrice.

Une tempête médiatique s'était abattue sur Jacques Chirac lorsqu'il avait confié à des journalistes le 29 janvier 2007[36] que si l'Iran possédait l'arme atomique, ce ne serait « *pas tellement dangereux* » et que celle-ci « *n'aura pas fait 200 mètres dans l'atmosphère que Téhéran sera rasée* ».

Si l'on regarde les choses avec objectivité, ces déclarations de Jacques Chirac étaient peut-être discutables mais elles ne justifiaient pas l'atmosphère hystérique qui se déversa alors dans les médias contre le chef de l'État, lequel fut décrit comme ayant commis un inconcevable « dérapage ». Atmosphère qui témoigne du verrouillage médiatique draconien qui, déjà, frappait le dossier iranien.

3) En s'en prenant à l'Iran sans raison démontrée, les États-Unis et leurs affiliés, dont la France, menacent gravement la paix du monde.

3.1. - Un processus accusatoire analogue à celui employé contre l'Irak en 2003

Les arguments utilisés par les dirigeants occidentaux pour légitimer une action contre l'Iran sont les mêmes que ceux allégués par les États-Unis pour justifier leur agression contre l'Irak en 2003, de même que le processus : les pays désignés à l'avance comme coupables doivent faire la preuve de leur innocence, puisque l'accusateur est incapable de prouver son accusation.

Exemple frappant de l'analogie entre les situations irakienne et iranienne, le Premier ministre israélien a présenté à la tribune de l'ONU le 27 septembre 2012 un dessin montrant que l'Iran avait réalisé 90% du chemin devant l'amener à un armement nucléaire[38], rappelant l'épisode du 3 février 2003 au cours duquel Colin Powell, Secrétaire d'État américain, avait brandi devant le Conseil de sécurité une fiole censée prouver l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

Les États-Unis ont commencé à « pousser » publiquement le thème d'une menace iranienne juste après les attentats du 11 septembre 2001, mettant l'Iran sur le même plan que l'Irak, et lui réservant probablement, alors, un même sort.

Lors du discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, George Walker Bush plaçait l'Iran sur « l'axe du mal »[39] des pays développant des armes de destruction massive et abritant des structures terroristes. Il allait même jusqu'à déclarer en juillet 2004 que l'Iran avait eu un rôle dans les attentats du 11 septembre 2001[40], accusation qui semble avoir été abandonnée par la suite.

La réalité est que les Iraniens, comme les Afghans, les Libyens ou les Syriens, n'ont rien fait aux Français ni aux Américains. Les invectives occidentales contre l'Iran obéissent à une logique étrangère à toute légitime défense et se placent en dehors du droit international.

Ce ne sont ni les caractéristiques coercitives du régime politique iranien, ni son programme nucléaire qui suscitent l'ire des États-Unis, mais l'attitude indépendante et insoumise de l'Iran depuis la chute du Shah en 1979.

3.2. - Un projet de soumission du Moyen-Orient aux intérêts américains Les États-Unis souhaitent neutraliser l'Iran pour trois raisons :

- **Établir leur hégémonie politique au Moyen-Orient.**

L'Iran est un pays plus unifié sur les plans linguistique, religieux et historique que ses voisins, même s'il présente des lignes de fracture nombreuses liées aux minorités ethniques transfrontalières, Azéris, Kurdes, Baloutches, Pashtounes, Tadjiks notamment. Cette force fait de l'Iran un bloc politique puissant, capable d'une mobilisation totale démontrée par la guerre avec l'Irak entre 1980 et 1988.

L'effondrement et l'état de partition latente de l'Irak, consécutifs à l'intervention américaine de 2003, ont permis à l'Iran d'affirmer son influence régionale et son indépendance. La position de Washington dans l'actuel conflit syrien vise à ébranler l'influence iranienne, qui s'étend désormais de Beyrouth, à Bagdad en passant par Damas.

En outre, comme le montre le rapport sur l'état des menaces mondiales, présenté au Sénat à Washington le 12 mars 2013 par James Clapper, l'Iran est perçu comme une puissance ayant les moyens de s'opposer à la présence américaine au Moyen-Orient :

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
« L'Iran a déjà le plus grand stock de missiles balistiques dans le Moyen-Orient et est en train d'augmenter l'échelle, la portée et la sophistication de son arsenal de missiles balistiques. Le stock croissant de missiles balistiques de l'Iran et sa production domestique de missiles de croisière contre les bateaux et le développement de son premier missile de croisière à longue portée continental lui fournit des possibilités d'améliorer sa projection de puissance. Téhéran considère ses missiles conventionnels comme faisant partie intégrante de sa stratégie de dissuasion – et de réplique si nécessaire – vis-à-vis de forces armées, y compris des forces américaines. »

- **S'accorder un accès exclusif aux ressources pétrolières et gazières.**

Non seulement très riche en hydrocarbures avec les deuxièmes réserves mondiales de pétrole et de gaz, l'Iran contrôle en partie le détroit d'Ormuz par lequel transitent les ressources des pays du Golfe persique. C'est pour prévenir la convoitise de puissances étrangères que l'Iran s'est engagé dans une politique d'indépendance nationale.

Dick Cheney, lorsqu'il dirigeait *Halliburton Energy Services*, avant de devenir Vice-président des États-Unis sous George Walker Bush entre 2001 et 2009, avait livré dans un propos lapidaire le 23 juin 1998 au *Cato Institute* la doctrine américaine concernant les hydrocarbures ainsi que son inspiration quasiment messianique[41] :

« *Le Bon Dieu n'a pas jugé bon de mettre du pétrole et du gaz seulement dans les pays démocratiques amis des États-Unis. Nous devons parfois agir là où, à tout prendre, on préférerait ne pas aller. Mais nous allons là où sont les affaires.* »

- **Provoquer et contenir la Chine et la Russie.**

Quatre trains de sanctions à l'encontre de l'Iran ont été pris à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU, donc avec l'aval de la Chine et de la Russie en décembre 2006, mars 2007, mars 2008 et juin 2010[42]. Deux résolutions ultérieures les ont prolongés. Ces sanctions sont cantonnées à la problématique nucléaire et interdisent par exemple, que l'Iran puisse se fournir à l'étranger en équipements sensibles dans ce domaine.

La Chine et la Russie ont donc refusé de « durcir » les sanctions dans le sens des mesures, très restrictives notamment dans les domaines bancaires et pétroliers, prises ultérieurement et unilatéralement par les États-Unis et leurs affiliés. Chine et Russie occupent désormais une place prépondérante dans les échanges de l'Iran avec le reste du monde :

- La Chine est le premier acheteur de pétrole iranien et le premier partenaire commercial de l'Iran ;
- La Russie a conclu des contrats significatifs dans le domaine de la défense avec l'Iran, même si l'exécution de ceux-ci n'apparaît pas certaine[43] et doit construire une deuxième centrale nucléaire dans le pays, d'après une annonce en date du 11 août 2013[44].

Chine et Russie étaient en outre présentes à Téhéran :

- Le 9 août 2012, lors d'une conférence internationale consultative sur la Syrie rassemblant des représentants de 29 États cumulant 3.528.129.000 habitants soient 50,9% de la population mondiale[45] ;
- Le 29 mai 2013, lors d'une autre conférence internationale sur la Syrie[46].

L'Iran est également membre observateur depuis 2005 de l'*Organisation de coopération de Shanghai*, organisation intergouvernementale régionale asiatique dans laquelle Chine et Russie jouent un rôle moteur, et dont les réalisations concernent essentiellement la sécurité, par exemple des manœuvres militaires communes. L'Iran a déposé une candidature pour devenir membre à part entière le 24 mars 2008[47].

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Neutraliser l'Iran permettrait donc aux États-Unis de porter un coup d'arrêt à l'influence grandissante de la Chine et de la Russie au Moyen-Orient. Les sanctions américaines, qui contrarient Chine et Russie en particulier pour les paiements bancaires, sont le prélude de cette confrontation et permettent à Washington d'engager un bras de fer avec ces deux pays.

Les objectifs poursuivis par les États-Unis dans le dossier iranien traduisent un rêve impérialiste et délirant de domination du monde, d'une extrême dangerosité pour la paix.

4) La France, une fois de plus, s'acharne à détruire les liens singuliers qu'elle entretenait avec le reste du monde.

4.1. - Une relation ancienne avec l'Iran

La France entretenait traditionnellement une relation singulière et privilégiée avec l'Iran, caractérisée par la diffusion de la culture et de la langue françaises dans l'enseignement, la recherche, la création artistique, l'élite intellectuelle et politique[48].

La France est perçue depuis Saint Louis par les Perses comme une puissance « alternative » pouvant faire contrepoids aux empires désireux de les soumettre. Les premiers échanges marchands et diplomatiques d'importance entre les deux pays apparurent sous les règnes de Louis XIII puis de Louis XIV. Les relations franco-persanes se développèrent particulièrement sous le Second Empire : Napoléon III décida d'ouvrir une légation française à Téhéran en 1854, puis des consulats à Rasht en 1864 et à Tabriz en 1866 . Parallèlement, l'influence française en Perse se renforça par l'envoi de médecins personnels des shahs de la dynastie Qadjar à la cour, d'enseignants et de conseillers militaires.

Après la Première Guerre mondiale, la France décida d'augmenter sa présence en Perse en y multipliant les réalisations : augmentation du nombre de consulats, augmentation du nombre d'enseignants français, notamment à la faculté de Droit de l'Université de Téhéran, fondation d'un lycée français et d'une école d'agriculture, création d'une première banque française à Téhéran, ajout d'une section commerciale à la légation française, mise en place d'un service international de TSF pour contrer les services britanniques et allemands, publication d'un journal en langue française en Iran, dont la langue était alors de plus en plus parlée à la Cour et comme langue diplomatique dans tout le Proche-Orient.

Après la Deuxième Guerre mondiale, c'est le général de Gaulle qui restaura le prestige de la France auprès du shah d'Iran. Le dirigeant de la France libre s'était déjà arrêté à Téhéran en novembre 1944, sur le chemin de Moscou, afin d'assurer au nouveau monarque, Mohammad Reza Shah (que personne n'avait invité à la conférence de Téhéran quelques mois auparavant) l'importance que la France attachait à la continuité monarchique en Iran. Devenu président de la République en 1958, Charles de Gaulle se rendit de nouveau en Iran à partir du 16 octobre 1963 pour s'y entretenir avec le Mohammed Reza Shah, éduqué dans une école suisse de langue française, et dont la troisième épouse, la jeune Farah Diba avait effectué ses études supérieures en France.



Le Journal de Téhéran, daté du mercredi 16 octobre 1963, annonce en Une l'arrivée de Charles de Gaulle, président de la République française, à Téhéran. Ce journal francophone n'existe plus de nos jours...

Le dernier shah d'Iran sera d'ailleurs le seul chef d'État que de Gaulle, après son départ du pouvoir en 1969, accepta de recevoir à Colombey avant de mourir. Dans les années 60, la France était très présente en Iran, notamment au point de vue culturel.

Le régime autocratique du shah et son alignement de plus en plus manifeste sur Washington conduisirent Paris à prendre peu à peu ses distances avec Téhéran (le président Pompidou n'envoya que son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas aux célébrations de Persépolis en 1971 pour le 2500^e anniversaire de la monarchie perse, ce qui fut jugé comme un affront). Cependant, la France profita de la vive augmentation du pouvoir d'achat de l'Iran à la suite du premier choc pétrolier survenu après la guerre du Kippour de 1973 : Paris vendit à l'Iran sa technologie nucléaire, par un contrat signé en 1975 dans lequel Framatome se voyait confier la construction de cinq centrales nucléaires tandis que l'Iran se voyait attribuer une participation dans Eurodif SA, compagnie créée pour fournir de l'uranium enrichi. La révocation du contrat par le gouvernement iranien de transition de Bakhtiar en 1979 puis l'avènement de la république islamique refroidirent les relations franco-iraniennes.

4.2.- Le recul spectaculaire de tous les intérêts tricolores en Iran

Ayant survécu à la révolution islamique de 1979 et au soutien de la France à l'agression irakienne contre l'Iran l'année d'après, la relation franco-iranienne s'est considérablement réduite par la suite, du fait de l'alignement de Paris sur Washington dans le dossier nucléaire et, plus largement, dans les affaires régionales. La perspective politique « alternative » que l'Iran avait sollicitée et trouvée pendant des siècles auprès de la France s'est effacée.

Les retraits de Peugeot et de Renault interviennent après une série de reculs spectaculaires des intérêts français en Iran, sous pression américaine :

- Le pétrolier Total a annoncé son départ d'Iran en septembre 2010, avec trois autres firmes européennes, sous la contrainte américaine. C'est le Secrétaire d'État adjoint américain, James Steinberg, qui avait lui-même annoncé ce retrait, dans ces termes[49] : « *J'ai le plaisir d'annoncer que nous avons reçu des engagements de quatre entreprises énergétiques internationales qui vont mettre fin à leurs investissements et se refuser à toute nouvelle activité dans le secteur de l'énergie en Iran* » Il est à noter que le capital de Total fin 2010 était possédé par des investisseurs institutionnels anglo-américains à 38%[50].

- L'essentiel des structures d'apprentissage du français entretenues par la France en Iran ont été fermées, comme l'indiquait François Nicoulaud dans un article du 19 mars 2013 publié par *Le Monde* : « *nos échanges universitaires et de recherche se sont taris, et nous avons fermé l'Institut français de Téhéran, où des milliers d'Iraniens apprenaient notre langue* ».

Toute coopération dans le nucléaire, le spatial ou la défense, domaines d'excellence français, est empêchée. Les « intérêts moraux » de la France, à savoir son message de liberté et de respect égal pour toutes les nations du monde, sont par ailleurs piétinés.

Dans un article du 17 juin 2013 intitulé « *Ce que les sanctions contre l'Iran coûtent à la France* », une journaliste du *Monde* indiquait[51] :

« Quatrième partenaire commercial de la République islamique dans les années 2000, la France a chuté en 15^{ème} position depuis la mise en place de sanctions européennes, onusiennes et américaines contre un éventuel programme nucléaire iranien à usage militaire. [...] Entre 2005 et aujourd'hui, les exportations françaises en Iran se sont effondrées, passant de 2 milliards d'euros à 800 millions (-60%). »

4.3. - Éliminer la concurrence en Iran de pays étrangers, et surtout de la France : le véritable objectif des sanctions américaines

Les sanctions imposées par Washington, et répercutées par l'Union européenne, sont un moyen de faire place nette en Iran de la concurrence d'autres pays. Ces sanctions apparaissent pourtant contestables au regard des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dans la mesure où Washington s'accorde, de fait, un pouvoir d'extraterritorialité en frappant les intérêts d'entreprises étrangères qui commerceraient avec l'Iran.

Dans un article du 25 février 2013 publié par *Al Jazeera*[52], deux universitaires américains indiquent que :

« Les sanctions secondaires[53] sont un château de cartes des points de vue légal et politique. Elles violent très clairement les engagements américains pris dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui s'ils permettent à ses membres de rompre toutes relations commerciales avec les États qu'ils considèrent comme des menaces à leur sécurité nationale, n'autorisent en aucun cas les sanctions prises à l'encontre de membres de pays tiers qui auraient commercé légalement. Washington perdrait très certainement si l'affaire venait à être portée devant la Commission de Règlement des Différends de l'OMC. » ;

« L'an dernier, l'Union européenne, qui pendant des années avait condamné la possibilité d'une application extraterritoriale d'une loi commerciale nationale et avait même menacé de porter l'affaire devant la Commission de Règlement des Différends si Washington venait à sanctionner des entreprises européennes en raison de leurs liens d'affaires avec l'Iran, s'est finalement rangée du côté des États-Unis et a interdit par exemple l'achat de pétrole iranien et a imposé des restrictions économiques à l'encontre de la République islamique que l'on pourrait qualifier d'embargo. »

De fait, les sanctions américaines sont appliquées de façon très variable entre les pays :

- Plusieurs observateurs ont noté que **Washington ne respecte pas ses propres sanctions lorsque ses intérêts sont en jeu**. Dans l'article du 17 juin 2013 du *Monde* :
 - Sébastien Regnault chercheur au CNRS relève que les Américains « *vendent beaucoup de produits, comme des ordinateurs [Apple](#), des iPhones et du Coca-Cola, mais c'est difficile à [chiffrer](#) puisque ça se fait sous le manteau* » ;
 - Ali Ahani, ambassadeur d'Iran en France note que « **les exportations américaines ont augmenté de 50% ces deux dernières années et les européennes ont baissé de moitié depuis leur embargo sur notre [pétrole](#)** ».

De fortes suspicions existent également que les forces armées américaines stationnées en Afghanistan aient acheté du pétrole iranien[54].

De plus, un article du *Figaro* du 4 octobre 2013 indiquait que General Motors noue des contacts depuis six mois avec Iran Khodro, ancien partenaire de PSA, afin d'expédier ses productions vers l'Iran[55]. De nombreuses



Le Figaro, daté du 4 octobre 2013, révèle que les entreprises américaines font des affaires juteuses en Iran, pendant que les entreprises françaises se sont sabordées à la demande de Washington et du gouvernement français qui sombre une fois de plus dans l'indignité et la haute trahison de nos intérêts nationaux.

- **De nombreuses entreprises israéliennes poursuivent discrètement leurs affaires avec l'Iran**, comme le rappelait un article du *Point* en date du 10 février 2012[56]. Il était notamment précisé que : « *Deux cents compagnies internationales opérant en Israël entretiendraient de vastes liens commerciaux avec l'Iran, y compris avec son industrie énergétique, qui représente la principale source de revenus de la République islamique et sert à financer le développement de son programme nucléaire et de son armement.* »

Le Point, daté du 10 février 2012, révèle que les relations secrètes entre Israël et l'Iran totaliseraient des dizaines de millions de dollars.

- **Les États-Unis ont trouvé une voie d'entente avec plusieurs pays décidés à ne pas subir les sanctions américaines et à se faire respecter de Washington.** Le Secrétaire d'État américain annonçait le 5 juin 2013 que l'Inde, la Chine, la Malaisie, la Corée du Sud, Singapour, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, la Turquie et Taïwan bénéficieraient d'une dérogation concernant l'embargo pétrolier contre l'Iran[57].

En somme, l'Union européenne et le gouvernement français appliquent avec célérité les sanctions américaines, qui sont pourtant :

- **contournées par une série de pays, dont les États-Unis eux-mêmes et Israël ;**
- **inefficaces parce que contournables ;**
- **dépourvues de toute légitimité internationale ;**
- **probablement contraires aux règles de l'OMC ;**
- **dévastatrices pour les intérêts de la France.**

C'est dire la mentalité de « colonisé » qui s'est emparée de l'élite dirigeante française, qui n'hésite plus, désormais, à se rendre coupable de haute trahison contre les intérêts de son propres pays, au vu et au su de tous. Le recul considérable des intérêts français en Iran prouve que la France est la cible privilégiée du régime de sanctions américain.

4.4 - La France dissoute dans l'Union européenne et l'OTAN

La France n'existe plus vraiment en tant que telle dans le dossier iranien. En effet Nicolas Sarkozy s'est employé à la faire disparaître dans un processus de négociation piloté par la Britannique Catherine Ashton, « haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ».

Cette décision :

- empêche la France de porter le message de son choix. Qu'ont pu penser les Iraniens d'une initiative comme celle de Michel Rocard en mai 2012, demandée ou non par François Hollande, puisque la France est, par ailleurs, réduite au silence ?

- pousse les Iraniens à confondre la France avec la Grande Bretagne, puissance honnie qui leur a imposé un régime quasiment colonial de la fin du XIXème siècle à la nationalisation de l'*Anglo-Iranian Oil Company* (devenue BP pas la suite) en mars 1951. Signe de la détérioration de la relation irano-britannique, l'ambassade de Grande Bretagne en Iran est fermée depuis novembre 2011[58].

Catherine Ashton, qui représente le groupe des « 5+1 » (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et Allemagne)[59] dans les négociations avec l'Iran, n'a obtenu aucun résultat malgré plusieurs rencontres avec la partie iranienne. Il est vrai qu'elle n'a aucune chance d'aboutir en raison de sa propre incompétence – de notoriété publique - et des intérêts parfaitement contradictoires des pays qu'elle est censée représenter. Dès lors, que fait la France dans un tel processus ?

Neutralisée sur le plan diplomatique, la France se retrouve entraînée, en raison de son appartenance à l'OTAN, dans la stratégie de tension militaire voulue par Washington. L'installation de batteries de missiles antimissile *Patriot* fin 2012 par l'OTAN en Turquie, près de la frontière syrienne, a suscité de vives réactions de la part des autorités iraniennes qui y voient un canon pointé vers elles[60].

Ce déploiement n'est pas sans rappeler celui des missiles Jupiter en novembre 1961, en Turquie, par les Américains, retirés en avril 1963 après la crise de Cuba qui avait failli déclencher un conflit mondial.

De plus, la France, vassalisée au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, est empêchée d'exercer une influence auprès des foyers chiites de la région, liés à l'Iran, par exemple au Liban, en Syrie ou en Irak.

La décision, inutile en elle-même, prise par l'Union européenne – donc aussi par la France – le 22 juillet 2013 de placer l'aile militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes ne peut que tendre un peu plus la situation au Liban et en Syrie. Cette décision conforte l'anathème général jeté par les Euro-américains sur les chiites.

La France qui entretenait des relations distinctes et originales avec tout le Moyen-Orient, du fait de sa politique indépendante, de la francophonie et de son appui à l'établissement de la liberté religieuse, est ainsi purement gommée de la scène.

4.5. -Le partenaire occidental introuvable

L'attitude française est d'autant plus tragique que l'Iran aurait besoin d'une ouverture vers l'« Occident », autrement dit qu'il y a une « place à prendre ».

La France pourrait remplir à nouveau, vis-à-vis de l'Iran, le rôle qu'elle a historiquement tenu plusieurs fois, et cela pour trois raisons :

- **L'Iran doit faire face à un double encerclement géopolitique.**
- La plupart de ses voisins directs font partie de l'orbite américaine, Pakistan, Afghanistan, Irak, Turquie, mais également les pays de la rive sud du Golfe persique, Émirats arabes unis, Oman, Bahreïn, Qatar, Arabie saoudite, Koweït. Le Pakistan beaucoup plus peuplé que son voisin persan, avec 183 millions d'habitants contre 77 millions, possède l'arme atomique, tout comme Israël situé à mille cinq cents kilomètres de Téhéran. De plus, les États-Unis entretiennent une présence militaire permanente à l'abord direct de l'Iran, via leur cinquième flotte basée au Bahreïn ;
- Les voisins de l'Iran sont globalement tous à majorité sunnite, alors que l'Iran est le grand pays chiite. La tension entre les deux branches principales de l'Islam est, aujourd'hui, à son extrême, par exemple en Irak, au Liban et en Syrie où les affrontements meurtriers entre les deux communautés sont quotidiens.

L'Iran aurait besoin d'un partenaire occidental à même de comprendre ces menaces sur sa propre intégrité et sa sécurité, et de jouer les intermédiaires pour en atténuer les tensions.

- **La relation, qui tend à une exclusivité forcée, avec la Chine et la Russie n'est pas satisfaisante pour l'Iran.**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
L'Iran court le risque d'un enfermement dans une relation exclusive avec la Chine et la Russie, qui pourraient être tentées d'exercer une forme de prédation sur elle, notamment sur ses ressources naturelles.

De plus, les relations entre la Russie et l'Iran sont marquées par[61] :

- la perte des territoires perses du Caucase au profit de la Russie impériale au cours du XIX^{ème} siècle, avec les traités de Golestan (1813)[62], de Turkmanchai (1828)[63] et d'Akhal (1881)[64] ;
- la tutelle coloniale exercée par la Russie sur l'Iran à la suite de la convention anglo-russe de 1907 qui partagea l'Iran en deux zones d'influence étrangères ;
- l'occupation soviétique de l'Iran pendant la Seconde Guerre mondiale ;
- le soutien de Moscou à l'Irak lors de la guerre Iran Irak ;
- une compétition dans le domaine énergétique, - Russie et Iran possédant respectivement les première et deuxième réserves mondiales de gaz naturel -, et dans le contrôle de la mer Caspienne.

Historiquement, la Russie s'est donc révélée être, pour l'Iran, davantage une menace qu'un allié.

- **Le nouveau Président iranien fait preuve d'une attitude plus ouverte envers l'« Occident » que son prédécesseur.**

Le nouveau Président iranien, Hassan Rohani, francophone, réputé avoir donné un coup d'arrêt au programme nucléaire militaire de l'Iran en 2003, et désireux - d'après ses déclarations - d'apaiser les tensions avec le « camp occidental », devrait être un interlocuteur privilégié pour la France.

Cette dernière, cependant, a entrepris de ne rien faire de ces circonstances favorables :

- En décidant, comme annoncé le 25 juillet 2013, de ne pas envoyer l'ambassadeur de France assister à la cérémonie d'investiture d'Hassan Rohani mais un diplomate de rang inférieur[65] ;
- En refusant par principe la présence de l'Iran à la conférence en préparation sur la Syrie dite « Genève-2 », peu avant l'élection d'Hassan Rohani et même après[66].

Cependant, un retournement spectaculaire de la diplomatie française n'est pas à exclure, à l'instar de celui qu'elle a déjà opéré en acceptant le principe d'un « Genève-2 » porté par les Américains et les Russes, alors qu'elle demandait le départ préalable de Bachar el-Assad. Ce camouflet avait déjà gravement entamé la crédibilité de la France[67].

Il faut noter que l'ONU[68] et la Russie[69] sont favorables à la présence de l'Iran à la conférence « Genève-2 ». Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères a indiqué, de plus, avoir reçu une invitation « verbale » à cette conférence[70].

Les médias sont soupçonnés d'avoir voulu discréditer le plus rapidement possible le nouveau Président iranien en rapportant ses propos sur Israël[71] de façon déformée, dans le but de le rapprocher de son prédécesseur, habitué des escalades verbales et des outrances inacceptables vis-à-vis de l'État hébreu.

Conclusion : la France dindon de la farce euro-atlantiste, disparaît de la scène mondiale

Le dossier iranien témoigne de façon tragique et révoltante de l'impéritie scandaleuse et des œillères idéologiques insensées des gouvernements français depuis au moins l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. En se vautrant dans la soumission à Washington, ils font de la France le dindon de la farce euro-

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro atlantiste et provoquent l'évanouissement accéléré de la France des affaires du monde. L'Union européenne et l'OTAN, qui dépossèdent la France de sa liberté d'action et la soumettent à Washington, ont ruiné les positions que Paris avait construites depuis des siècles en Iran, ses intérêts économiques ainsi que son rayonnement culturel et linguistique.~~

De la même façon, le régime de sanctions unilatérales décidé par les États-Unis a pour objectif réel de faire disparaître d'Iran, et par extension du Moyen-Orient, des pays concurrents, et d'abord la France. Les mots employés dans le débat public sont volontairement trompeurs : « *construction européenne* » et « *sanctions américaines* » sont des expressions leurres destinées à masquer l'amère réalité, la destruction de la France.

Le jeu d'alliances de plus en plus automatiques que constitue l'OTAN emmène la France vers une guerre sans aucun fondement rationnel avec l'Iran. Dans un pareil contexte, qui n'est pas sans rappeler les engrenages néfastes qui conduisirent à la Première Guerre mondiale, la sortie de la France de l'Union européenne et de l'OTAN s'impose comme une absolue nécessité.

En démontant les causes réelles de la vindicte dont l'Iran fait l'objet de la part de l'oligarchie euro-atlantiste et de la classe politique et médiatique, l'UPR est, comme à l'accoutumée, le seul mouvement politique français à présenter aux Français, de façon circonstanciée, les causes réelles du déclin de la France.

[1] Voir : <http://www.francoisasselineau.fr/2012/07/laffaire-peugeot-iran.html>

[2] Voir : <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20130726trib000777697/quand-obama-oblige-renault-a-quitter-l-iran-a-son-grand-dam.html>

[3] Voir : <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20130110trib000741800/renault-prospere-en-iran-psa-s-en-retire-sous-la-pression-de-son-allie-gm-.html>

[4] Voir : http://www.huffingtonpost.fr/milad-jokar/l-embargo-iranien-frappe-de-plein-fouet-psa_b_1731699.html

[5] Les pièces envoyées en Iran étaient construites en France pour Peugeot (voir : http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/02/16/un-mois-de-chomage-technique-a-psa-vesoul-a-cause-de-l-iran_1644699_3234.html) et en France et Roumanie pour Renault (voir : <http://www.europe1.fr/Economie/L-Iran-plombe-les-comptes-de-Renault-1594929/>).

[6] Voir : <http://news.autoplus.fr/news/1453579/Khodro-Group-Iran-GM-Peugeot-206-Sedan>

[7] Voir : <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20130110trib000741800/renault-prospere-en-iran-psa-s-en-retire-sous-la-pression-de-son-allie-gm-.html>

[8] La baisse des ventes des constructeurs français en Europe est largement due aux politiques d'austérité conduites par les institutions européennes, aux règles de libre-échange inégales avec des pays à faibles coûts de production, imposées par les traités européens, et au taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar américain, trop élevé.

[9] Voir :

[10] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/international/2007/09/16/01003-20070916ARTWWW90070-kouchner-durcit-le-ton-face-a-liran.php>

[11] Voir : <http://www.europe1.fr/International/Alliot-Marie-L-Iran-destabilise-le-Moyen-Orient-334895/>

[12] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/03/07/97001-20120307FILWWW00309-nucleaire-iranien-juppe-sceptique.php>

[13] Voir :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/18/la-france-n-oublie-pas-l-iran-par-alain-juppe_1537765_3232.html

[14] Voir : <http://www.franceinter.fr/reecouter-diffusions/137701>

[15] Voir : http://www.youtube.com/watch?v=1eRHd_w3lgc

[16] Voir :

http://www.lemonde.fr/international/article/2013/05/09/laurent-fabius-la-syrie-et-l-iran-constituent-la-plus-grande-menace-contre-la-paix_3174100_3210.html

[17] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/international/2013/06/02/01003-20130602ARTFIG00160-hollande-ferme-contre-la-bombe-iranienne.php>

[18] Voir :

<http://www.upr.fr/actualite/monde/manifestations-au-bahrein-alignement-de-l-ue-et-de-la-politique-francaise-sur-washington>

[19] Voir : <http://www.legrandsoir.info/Le-peuple-iranien-s-exprime-Washington-Post.html>

[20] Voir : <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1904953,00.html>

[21] Voir : <http://www.dni.gov>

[22] Voir : http://graphics8.nytimes.com/packages/pdf/international/20071203_release.pdf

[23] Voir :

http://www.nytimes.com/2012/02/25/world/middleeast/us-agencies-see-no-move-by-iran-to-build-a-bomb.html?_r=0

[24] Voir : <http://usatoday30.usatoday.com/news/world/story/2012-01-08/iran-nuclear-weapons/52451620/1>

[25] Voir : <http://french.irib.ir/info/iran-actualite/item/163051-liran-ne-fabrique-pas-la-bombe-atomique-panetta>

[26] Voir : <http://www.intelligence.senate.gov/130312/clapper.pdf> Page 7

[27] Voir :

<http://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201307/27/01-4674638-iran-en-2003-rohani-a-arrete-un-projet-clandestin-de-fabrication-de-la-bombe.php>

[28] Voir : <http://nicoullaud.blogspot.fr/2013/06/nouvelle-donne-teheran.html>

[29] Voir : <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/05/comment-sortir-du-regime-des-s.html>

[30] Voir : <http://www.ritimo.org/article4537.html>

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
[31] En représailles à la transmission du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU en février 2006, l'Iran a suspendu l'application de ce protocole additionnel.

Voir :

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/chronologie-de-la-crise-du-nucleaire-iranien-2003-2011_481591.html

[32] Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Traite_sur_la_non-proliferation_des_armes_nucleaires

[33] Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_Iran-Irak

[34] Voir : <http://www.laradioactivite.com/fr/site/pages/HistoireBusher.htm>

[35] Voir : http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2013/French/gov2013-27_fr.pdf

[36] Voir : <http://www.liberation.fr/evenement/010192876-chirac-parlant-iran-c-est-de-la-bombe>

[37] Voir :

<http://www.pewglobal.org/files/2013/07/Pew-Research-Global-Attitudes-Project-Mali-Report-FINAL-July-25-2013.pdf>

[38] Voir : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120927-israel-iran-netanyahu-ligne-rouge>

[39] Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/2002_State_of_the_Union_Address

[40] Voir : <http://www.cnn.com/2004/US/07/19/bush.iran/> et <http://www.time.com/time/nation/article/0,8599,664967,00.html#ixzz26yhq00L7>

[41] Voir : http://en.wikiquote.org/wiki/Dick_Cheney

[42] Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/Sanctions_against_Iran

[43] Voir : <http://info-aviation.com/?p=4784>

[44] Voir : <http://fr.rian.ru/world/20130811/198982409.html>

[45] Voir : <http://www.francoisasselineau.fr/2012/08/nouveaus-succes-de-la-diplomatie.html>

[46] Voir : <http://www.presstv.com/detail/2013/05/25/305301/russia-china-to-attend-syrian-confab/>

[47] Voir : http://news.xinhuanet.com/english/world/2013-08/13/c_132627291.htm Candidature en suspens en raison des sanctions de l'ONU

[48] Voir : <http://français.tebyan.net/index.aspx?pid=118033>

[49] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/09/30/97002-20100930FILWWW00678-shelltotalstatoil-et-eni-retrait-d-iran.php>

[50] Voir rapport annuel :

http://www.total.com/MEDIAS/MEDIAS_INFOS/4386/FR/Total-2010-document-reference-vf-V1.pdf

[51] Voir :

http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/06/17/ce-que-les-sanctions-contre-l-iran-coutent-a-la-france_3431653_3234.html

[52] Voir : <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2013/02/201322584515426148.html>

[53] Sanctions punitives visant des importateurs ou exportateurs en affaire avec l'Iran

[54] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/01/31/97002-20130131FILWWW00586-petrole-iranien-achete-par-des-fonds-us.php>

[55] Voir :

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/10/04/20002-20131004ARTFIG00001-en-iran-l-offensive-discrete-des-entreprises-americaines.php>

[56] Voir : http://www.lepoint.fr/monde/iran-et-israel-font-des-affaires-pas-la-guerre-10-02-2012-1430097_24.php

[57] Voir :

<http://www.thehindu.com/news/international/world/us-exempts-india-8-others-from-sanctions-for-iranian-oil/article4786925.ece>

[58] Voir :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111130.OBS5647/la-grande-bretagne-ferme-son-ambassade-a-teheran-et-celle-d-iran-a-londres.html>

[59] Voir :

http://www.lepoint.fr/monde/iran-rohani-pret-a-des-negociations-serieuses-sur-le-nucleaire-06-08-2013-1711909_24.php

[60] Voir : <http://www.20minutes.fr/ledirect/1065843/missiles-turquie-otan-rejette-accusations-iran>

[61] Voir : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/a23849b8-1cd5-11df-8db9-e10f27342653|1#.Ugn3zl6_YSo

[62] Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_de_Golestan

[63] Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_de_Turkmanchai

[64] Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_d%27Akhal

[65] Voir :

<http://keyhani.blog.lemonde.fr/2013/07/25/iran-loccident-boude-linvestiture-du-nouveau-president-hassan-rohani/>

[66] Voir :

http://www.iranfocus.com/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=9950:syrie-fabius-assure-que-paris-qna-pas-change-de-positionq-sur-liran-&catid=5:irak&Itemid=30

[67] Voir : <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/05/le-spectaculaire-revirement-fr.html>

[68] Voir : <http://www.presstv.com/detail/2013/07/23/315154/un-would-like-iran-in-geneva-confab/>

[69] Voir :

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/258889-conférence-sur-la-syrie-la-participation-de-l-iran-indispensable-lavrov>

[70] Voir : <http://fr.rian.ru/world/20130611/198522799.html>

[71] Voir : <http://www.lorientlejour.com/article/826542/imbroglio-sur-les-propos-de-rohani-sur-israel.html>

